



CTA DU 20 FÉVRIER 2018

DÉCLARATION LIMINAIRE

A propos de la carte scolaire du 1^{er} degré, la FSU regrette que la gestion des implantations de postes se limitent à déshabiller Pierre pour habiller Paul. En effet, toute notre académie mériterait d'être en éducation prioritaire et donc, que des moyens conséquents suivent qui permettraient de tenir compte des difficultés de nos élèves et réduire ainsi un échec scolaire encore trop présent.

La réforme de PARCOURSUP, du bac et du lycée, ça y est ! Et la version définitive ne diffère que très peu des pistes ayant précédé le rapport Mathiot et la consultation. Tout était donc bien ficelé d'avance. Alors maintenant vite il faut s'attaquer à un autre front comme ça les mammoths n'auront pas le temps de riposter tout occupés qu'ils seront à combattre le nouveau lycée. Ce nouveau front c'est la formation des enseignants sous le prétexte que les Profs des Écoles n'ont pas de connaissances suffisantes en maths. Au passage cela soulève trois questions :

- que fait l'école quand on sait que les Profs des Écoles sont issus des meilleurs élèves ?
- comment ont-ils été recrutés ? on en manque tant que ça qu'il faille recruter des candidats avec des lacunes ?
- et enfin que fait l'ESPE pour les former?

Donc l'enseignement des maths doit changer. Il faut mettre en place, selon le rapport Villani un mélange entre la méthode de Singapour et le SLEEC qui ne sont en fait que du réchauffé de ce qui se faisait déjà en pédagogie depuis longtemps, très longtemps en France : il n'y a qu'à voir les vieux manuels du certificat d'études, il s'agit de compter sur ses doigts, de manipuler des objets (bûchettes, réglettes, bouliers...) Mais quelle révolution ! on avait vraiment besoin d'un médaillé Field pour réinventer l'eau tiède ! D'ailleurs pourquoi nommer méthode de Singapour une méthode pédagogique bien française utilisée pendant des dizaines d'années et qui a permis de former des enseignants actuels. Cela interpelle sur la lucidité de ceux qui nous concoctent des réformes.

Pour autant, il y a bien un problème de formation pour les enseignants et avant de dire que c'est la faute aux profs, ce qui permet de rejeter l'entière responsabilité des échecs des élèves sur eux, il faut savoir ce que l'on met derrière le terme de formation. Trop souvent, faites un sondage dans n'importe quelle salle de prof, les formations sont extrêmement décevantes. Elles ne sont que très peu voire quasiment jamais directement réinvestissables sur le terrain, elles consistent en une éternelle introduction de concepts que les professeurs connaissent déjà et le plus triste c'est que les profs n'osent pas le dire sur la fiche d'évaluation du stage pour ne pas que le collègue sympathique qui anime soit réprimandé par les inspecteurs. La formation tout au long de la carrière est pourtant terriblement indispensable !

Oui il faut repenser la formation et les professeurs devraient être consultés pour en définir les contenus répondant le mieux à leurs besoins et ce, sans pression des inspecteurs. Avouer que l'on a besoin d'une formation ne doit pas être vu comme un aveu d'échec mais comme une volonté de mieux faire.

Mieux faire : est-ce l'objectif national actuel ? Certainement pas, au vu de toutes les réformes qui concernent le service public qui sont mises en œuvre à l'aune de l'économie de moyens.

Vendredi 9 février 2018, le 1er ministre communiquait ses décisions sur la réforme de l'apprentissage, suite à la concertation ponctuée par le rapport de Sylvie Brunet.

Pour le SNUEP-FSU, ces arbitrages démasquent explicitement le projet du gouvernement qui est de sacrifier la formation professionnelle des jeunes pour répondre aux exigences des organisations patronales.

Contrairement à ce qu'il prétend, l'intérêt et l'avenir des jeunes, la lutte contre le chômage ou encore celle contre le décrochage scolaire ne sont aucunement sa priorité. Ses objectifs sont clairs : tendre vers l'extinction progressive du service public de la formation professionnelle et en finir avec les diplômés pour créer un salariat encore moins armé face aux offensives du patronat. Ces choix sont irresponsables car ils vont fragiliser les parcours scolaires de tous les jeunes et mettre en péril leur avenir professionnel. Les missions des personnels seront elles aussi fortement modifiées dans un contexte où il y a urgence à redonner du sens à l'investissement et au travail au quotidien des enseignants.

Au sujet de cet investissement, la FSU vous interpelle sur le management des établissements du second degré qui se fait dans un certain nombre d'entre eux au détriment de la qualité de l'enseignement. En effet, ce qui existait est mis à terre afin de mettre en place ce que le nouveau chef a en tête, générant de la souffrance pour les personnels ainsi dénigrés. L'absence de reconnaissance, de confiance et de contacts marque un management déshumanisé, quand on n'approche pas du harcèlement qui démobilise les personnels. Toutes les attaques dont les enseignants ont été victimes ont entraîné une perte de crédibilité considérable qui a des conséquences néfastes sur le quotidien face aux élèves, aux parents **et à la direction**. De plus en plus de personnels s'interrogent sur leur métier allant même jusqu'à vouloir le quitter. Bien sur, il y aura probablement des contractuels pour prendre les places laissées vacantes mais... ce n'est pas toujours le cas.